

LE SOCIALISME

Le 11 novembre 2023

Pour vous informer sur ce qui se passe réellement en Palestine occupée, je suis obligé d'aller chercher les infos auprès de médias (turcs, libanais, qatari, israéliens, syriens, etc.) du Moyen-Orient parce que les médias occidentaux pratiquent l'autocensure.

On pouvait partager cette déclaration.

Dans un post sur la plateforme X, le député LFI David Guiraud.

Guiraud a affirmé qu'il ne défilera pas notamment aux côtés de Meyer Habib, apparenté au groupe Les Républicains (LR), (ndlr Habib est un député franco-israélien, fervent défenseur du gouvernement Netanyahu).

"Je refuse de marcher avec des haineux qui accablent les français musulmans avec les pires mots. Je refuse de marcher avec les soutiens inconditionnels du nettoyage ethnique à Gaza.

Je refuse de participer à une marche qui instrumentalise la lutte contre l'antisémitisme pour normaliser le nettoyage ethnique des Palestiniens.

Je refuse de marcher derrière un appel qui parle d'Israël mais qui n'a pas un seul mot pour les Palestiniens.

Je refuse l'invisibilisation du racisme contre nos compatriotes musulmans qui grimpe lui aussi et ce deux poids deux mesures insupportable.

Je refuse absolument cela et j'assume. Nous travaillons à une marche contre l'antisémitisme et le racisme, pour la paix, sans ces responsables politiques cyniques qui ne sont pas la solution à l'antisémitisme, mais qui font partie du problème car ils l'instrumentalisent. Je ne suis pas naïf. Vous verrez bien dimanche la tournure que prendra cette manifestation", a-t-il écrit. aa.com.tr 10 novembre 2023

J-C – Eh oui, j'ai trouvé cela dans l'agence de presse turque !

Faites-le savoir.

Plus de 750 journalistes signent une pétition contre la couverture médiatique occidentale de la guerre à Gaza - aa.com.tr 10 novembre 2023

Plus de 750 journalistes ont signé vendredi une lettre ouverte condamnant le meurtre de journalistes par Israël à Gaza et critiquant la couverture de la guerre par les médias occidentaux, selon le journal américain, The Washington Post.

La pétition indiquait que *"les rédactions (des médias occidentaux) sont responsables du discours inhumain qui a contribué au nettoyage ethnique des Palestiniens"*.

La pétition comprend *"deux signataires de Reuters et du Los Angeles Times, du Boston Globe et du Washington Post"* et, selon le journal, elle reflète les divisions et les frustrations au sein des rédactions.

Le journal a souligné que signer la pétition, pour certains journalistes, était une démarche audacieuse et même dangereuse, ajoutant que des journalistes des organisations médiatiques avaient été mis à pied parce qu'ils avaient adopté des positions politiques publiques qui pourraient les exposer à des accusations de partialité, selon le journal.

Le Washington Post souligne que de nombreux écrivains, artistes, chercheurs et universitaires ont critiqué la couverture médiatique de la guerre israélienne contre Gaza.

Les signataires de la pétition ont déclaré qu'il s'agissait d'un appel à réaffirmer leur engagement en faveur de la justice.

À son tour, Abdullah Fayyad, finaliste du prix Pulitzer en 2022, ancien membre du comité de rédaction du Boston Globe, et qui était parmi les signataires de la pétition a déclaré : *"J'espère qu'après cette lettre, la culture de la peur autour de cette question sera inversée, et les décideurs, les journalistes et les rédacteurs les feront réfléchir deux fois au langage qu'ils utilisent"*. aa.com.tr 10 novembre 2023

Enfin, leur nouvel ordre mondial n'est pas seulement totalitaire il est aussi génocidaire.

Après s'en être pris à la santé de la population mondiale en instrumentalisant un virus, en s'en prenant au mode de vie supérieur de la population occidentale et en empêchant les peuples du reste du monde d'y accéder en instrumentalisant les aléas climatiques, en déclenchant des guerres contre des peuples et en les massacrant depuis le 11 septembre 2001, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, en terrorisant les populations du Sahel, dorénavant c'est au tour des Palestiniens.

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne nous racontons pas d'histoire, évitons-nous des souffrances inutiles.

Nous défendons les Palestiniens à la manière de Marx et Engels qui défendirent les Communards tout en sachant dès le départ que leur cause était perdue d'avance.

Les Palestiniens n'ont rien à espérer, ils sont les grandes victimes sacrifiés dans cette affaire. Tout au plus ils obtiendront la libération de quelques prisonniers, quoique cela n'en prenne pas vraiment le chemin, bien au contraire, aucun avantage territorial à envisager non plus, cela va de soi.

Leur ennemi, c'est les Etats-Unis. Israël en est l'intermédiaire, l'exécutant, le bras armé, le locataire d'une colonie à vocation économique hors la loi sans constitution ni frontières, gérée militairement à la manière d'une garnison en temps de guerre permanente.

Les Etats-Unis ont accordé à cette créature monstrueuse, à son protégé, le statut politique de l'occupant, de l'envahisseur, de l'agresseur, du terroriste, du massacreur, du génocidaire, xénophobe et raciste, du nazi.

Il y en a qui expliquent que pour exister Israël aurait besoin de l'existence des Palestiniens, et que pour cette raison jamais les sionistes ne les chasseront totalement de Palestine, c'est une hypothèse, mais je ne suis pas certain que ce soit la bonne.

Elle était valable aussi longtemps que les Etats-Unis exerçaient son hégémonie sur le reste du monde, mais dès lors qu'elle est remise en cause ou qu'elle doit céder cette place ou la partager avec d'autres puissances, l'existence d'Israël ne se justifie plus, surtout lorsque des Etats regroupant les principaux producteurs de pétrole et de gaz du monde se rassemblent dans un cartel économique (Brics11 et OPEP), dont ceux du Moyen-Orient.

C'est bien beau, mais cela ne nous explique pas pourquoi ils massacrent les Palestiniens.

Cette faiblesse des Américains devaient fatalement se reporter sur les Israéliens ou affaiblir Israël à son tour, face à des voisins qui rêvaient de l'anéantir, bien qu'ils n'en verraient plus vraiment l'utilité une fois les rapports remodelés dans la région... Toujours est-il que pour leur donner le change, il se peut qu'ils aient voulu leur montrer ce qui les attendrait s'ils venaient l'idée de les attaquer, ce qui était inutile, cette hypothèse doit être écartée car ils savaient déjà tous à quoi s'en tenir sur la cruauté des sionistes.

Autre hypothèse, à moins que leur réaction féroce à l'offensive de la résistance palestinienne du 7 octobre ait été conçue pour préserver leur identité sioniste qu'ils auraient sentie menacé, puisqu'elle n'aurait plus aucune raison d'exister, dès lors l'établissement d'un Etat républicain et laïc à la place de l'Etat des juifs d'apartheid deviendrait possible et ils risqueraient d'en perdre le contrôle au profit des Palestiniens, ce qui pour l'immense majorité des Israéliens est impensable, sans parler de Netanyahu et tous les partis d'extrême droite qui composent son gouvernement ou qui le soutient.

Les Etats-Unis pourraient malgré tout vouloir préserver ce flic du Moyen-Orient, comme monnaie d'échange ou garantie envers leurs concurrents avec lesquels ils vont être amenés à composer davantage dans un futur proche, un moyen de chantage pour qu'ils leur fassent des concessions, car ils imaginent mal ne plus exercer leur contrôle sur le Moyen-Orient et sa rente pétrolière et gazière, quitte à ce qu'Israël deviennent un bunker ou un ghetto... pour les juifs !

Et les Palestiniens dans tout cela, que deviendraient-ils ? Je l'ignore.

Soit ils demeureraient prisonniers dans des bantoustans, soit ils immigreraient en Egypte ou en Jordanie, à moins que la majorité des Israéliens réalisent enfin que leur intérêt est d'établir un Etat républicain et laïc à la place de l'Etat des juifs d'apartheid. Tout dépendra de l'évolution du capitalisme mondial dans les années à venir et des modifications qui interviendront dans les rapports entre grandes puissances qui influencent ceux de la région, de la lutte de classe de tous les peuples pour leur émancipation du joug du capitalisme.

A suivre.

Il fallait bien que des courtisans se dévouent à la place de leur suzerain.

On a appris que Macron ne sera pas présent lors du rassemblement pro sioniste de dimanche 12 novembre à Paris.

Par ailleurs, l'AFP précisait qu'à "*défaut de marche commune, de nombreux Insoumis se rangeront derrière plusieurs autres initiatives dimanche pour rendre audible leur rejet de l'antisémitisme*", dont les députés LFI François Ruffin et Alexis Corbière à Strasbourg, sans que soit mentionnée la manifestation prévue samedi à Paris en soutien au peuple palestinien et à toutes les victimes israéliennes de la politique génocidaire du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

Peine perdue. Ils pourront dire plus tard quand les médias les écrabouilleront : On y était. Honte à eux ! Cela me fait penser à ce que Marx avait écrit dans le Manifeste du parti communiste :

- Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Je ne vois pas en quoi manifester au côté du parti de l'ordre, des partis de la réaction, serait compatible avec les « *fins générales du mouvement prolétarien* ».

Si le parti de Le Pen ne manifestait pas dimanche à Paris, ils en auraient été avec Mélenchon au côté de Macron, Bornes, Darmanin, Hollande et Sarkozy.

Souvenez-vous les causeries où j'avais caractérisé de droite l'ensemble des partis dits ouvriers présents au parlement. C'était évidemment parfaitement justifié et pas du tout exagéré ou gauchiste, et j'avais posé la question de savoir comment il nous faudrait caractériser les partis dits d'extrême gauche qui leur avaient fait la courte échelle pendant 78 ans.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé que 11.078 personnes étaient mortes, dont 3 027 femmes, 4.508 enfants et 678 personnes âgées. 27 490 blessés ; 2 700 disparus dont 1 500 enfants sous les décombres.

183 Palestiniens ont été également tués et 2 280 autres arrêtés en Cisjordanie, selon des sources officielles.

- L'aviation de l'occupation israélienne a intensifié, dans la nuit de jeudi à vendredi 10 novembre, ses frappes hystériques contre les hôpitaux dans la bande de Gaza, au moins 22 morts.

- Israël a revu de 1.400 à 1.200 morts le bilan de l'attaque du Hamas menée le 7 octobre sur son territoire, a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères vendredi à l'AFP.

- "*S'il y a un enfer sur terre maintenant, c'est bien le nord de Gaza*", a déclaré Jens Laerke, porte-parole du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), lors d'une conférence de presse tenue vendredi, à l'Office des Nations Unies à Genève. aa.com.tr 10 novembre 2023

La Colombie soutiendra les poursuites judiciaires contre Israël - aa.com.tr 10 novembre 2023

Le président colombien Gustavo Petro a déclaré que son pays soutenait l'appel du président algérien Abdelmadjid Tebboune à porter plainte contre Israël devant la Cour pénale internationale.

Petro a déclaré jeudi dans un post sur « X » que "*la République de Colombie contribuera à répondre à l'appel de la République d'Algérie à intenter une action en justice auprès de la Cour pénale internationale contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour ses crimes de guerre et ses massacres commis contre les enfants, les civils et le peuple palestinien*".

Il a indiqué que son ministre des Affaires étrangères, Alvaro Leva, rencontrerait demain vendredi le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan.

Lundi, le président algérien a appelé les défenseurs des droits de l'homme à porter plainte devant la Cour pénale internationale contre l'occupation israélienne en raison des « crimes » qu'elle commet contre les Palestiniens à Gaza.

Tebboune a déclaré dans un discours télévisé : "*Je me présente aujourd'hui devant les juristes, appelant tous les peuples libres du monde, les hommes de droit arabes, les organisations et organismes des droits de l'homme à intenter une action en justice devant la Cour pénale internationale et les organisations internationales des droits de l'homme contre*

l'entité israélienne pour mettre fin à des décennies d'impunité pour les crimes commis contre les Palestiniens". aa.com.tr 10 novembre 2023

Les employés de Google exigent l'annulation d'un contrat israélien d'un montant énorme en raison de l'agression contre Gaza - french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

Mercredi, un groupe d'employés de Google a publié une lettre ouverte sur le site Medium, exigeant que « *l'entreprise technologique annule le projet Nimbus* ».

La lettre critique le double standard de l'entreprise concernant la liberté d'expression suite à l'agression israélienne sur la bande de Gaza, et condamne également la « *haine, les abus et la vengeance* » au sein de l'entreprise contre les travailleurs musulmans, arabes et palestiniens.

Les employés ont également exhorté l'entreprise à annuler le projet Nimbus, un accord de 1,2 milliard de dollars visant à fournir à l'armée d'occupation de l'intelligence artificielle et d'autres technologies avancées.

Le groupe a déclaré : « *Nous exigeons que Google cesse de fournir un soutien matériel à ce génocide en annulant le contrat du projet Nimbus et qu'il cesse immédiatement de traiter avec le gouvernement israélien de l'apartheid et son armée* ».

Le groupe accuse les dirigeants de « *rester les bras croisés* » et affirme que les dirigeants de Google ont décrit les employés comme « *malades* » et s'accrochant à une « *cause perdue* » lorsqu'ils expriment leur sympathie envers la population de Gaza.

Les employés qui ont écrit la lettre affirment que « *les dirigeants de Google ont demandé publiquement aux Arabes et aux musulmans de l'entreprise s'ils soutenaient le Hamas. Il y a également un effort coordonné pour poursuivre la vie publique des employés sympathisants de la Palestine et les dénoncer à Google et aux forces de l'ordre pour soutien au terrorisme* », indique la lettre.

À son tour, l'ingénieur logiciel Sarmad Jilani, qui a rejoint Google en 2012, a déclaré au journal Engaget « *qu'en tant qu'employé de Google, vous devez être très prudent* », car toute sorte de critique adressée à l'entité occupante pourrait être facilement décrite comme « *antisémitisme* ». french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

NYT : Les USA doutent de la capacité d'Israël à éradiquer le Hamas - french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

Selon le New York Times, les Etats-Unis doutent de la capacité d'Israël à éradiquer le Hamas, l'un des objectifs fixés par le gouvernement israélien, alors que la bataille terrestre lancée le 27 octobre par l'armée israélienne dans la bande de Gaza entame son 14eme jour.

« *La campagne israélienne pourrait affecter le mouvement Hamas et sa structure mais elle ne pourra éradiquer son idéologie* », rapporte-t-il.

Citant un officier israélien, il indique que les étapes les plus compliquées n'ont pas encore commencé et « *plus on s'infiltré plus la bataille sera difficile* ».

Le journal assure aussi que des responsables américains insistent que l'armée israélienne ne dispose que d'une durée limitée pour réaliser ses objectifs dans la bande de Gaza en raison de « *la montée de la colère parmi les Arabes dans la région* ».

Selon le journal, plus la campagne militaire est longue plus les risques de son extension en une guerre régionale de grande envergure sont importants.

« *La riposte forte d'Israël aux attaques du Hamas a soulevé un mouvement de solidarité avec la cause palestinienne dans le monde entier même si Israël continue d'enterrer ses morts* », alerte le journal. french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

« Nous perdons l'opinion arabe »: des diplomates US avertissent Biden sur Gaza - french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

Washington critiqué jusque dans son camp. Des diplomates américains en fonction dans le monde arabe se sont plaints de l'appui marqué de l'administration Biden à Israël, rapporte CNN.

Ce soutien « nous fait perdre l'opinion arabe pour des générations », écrivent ainsi des responsables américains dans une note diplomatique obtenue par la chaîne de télévision.

« *Nous perdons beaucoup sur le champ de bataille de la communication* », souligne ainsi un câble de l'ambassade américaine à Oman.

Le soutien américain aux actions d'Israël est vu par le public arabe « *comme une culpabilité matérielle et morale face à ce qui est considéré comme de possibles crimes de guerre* », précise encore ce câble adressé à la Maison-Blanche, au FBI et à la CIA.

Une autre note venue de l'ambassade américaine du Caire relaie et s'inquiète des commentaires d'un journal égyptien, selon lequel « *la cruauté et le mépris du Président Biden envers les Palestiniens dépassent ceux de tous les Présidents américains précédents* ». french.almanar.com.lb 10 novembre 2023

La diplomatie de l'énergie au cœur d'un génocide

Alors qu'Israël massacre la population palestinienne, l'Europe et les États-Unis négocient avec le gouvernement de Netanyahu pour s'assurer le contrôle du gaz de Gaza.

<https://investigation.net/la-diplomatie-de-lenergie-au-coeur-dun-genocide/>

L'Etat juif d'apartheid terrorise en permanence les Palestiniens.

« Police de la pensée » : Israël adopte une loi criminalisant la « consommation de matériel terroriste » - mondoweiss.net 9 novembre 2023

Le mercredi 8 novembre, les législateurs israéliens ont adopté à une majorité de 13 contre 4 un amendement à la loi antiterroriste du pays, qui érige en infraction pénale la "*consommation de matériel terroriste*", passible d'une peine maximale d'un an de prison.

La nouvelle loi prévoit une infraction décrite comme la "*consommation systématique et continue de publications d'une organisation terroriste dans des circonstances qui indiquent une identification avec l'organisation terroriste*".

Selon Adalah - Le Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël, les "*publications*" mentionnées dans la loi comprennent "*les expressions d'éloge, de soutien ou d'encouragement d'actes terroristes, les appels directs à commettre un acte de terrorisme, ainsi que la documentation d'un acte de terrorisme.*"

Le projet de loi désigne le Hamas et ISIS comme les organisations terroristes auxquelles cette infraction s'applique et accorde au ministre de la Justice le pouvoir d'ajouter d'autres organisations à la liste.

"*Cette loi est l'une des mesures législatives les plus intrusives et les plus draconiennes jamais adoptées par la Knesset israélienne, puisqu'elle soumet les pensées à une sanction pénale*", a déclaré Adalah dans un communiqué.

Cette nouvelle loi est le dernier développement en date de la répression israélienne à l'encontre des Palestiniens et de leur liberté d'expression en ligne. Depuis le 7 octobre, les citoyens palestiniens d'Israël et les résidents de Jérusalem occupée font l'objet de campagnes de harcèlement ciblées en ligne, sur leur lieu de travail et dans les universités, qui se soldent souvent par des dizaines d'arrestations.

Le mois dernier, les Palestiniens ont décrit le climat à Mondoweiss comme une "*chasse aux sorcières*", ajoutant que des personnes étaient contrôlées pour de simples expressions d'identité palestinienne et d'inquiétude au sujet de Gaza.

"*Ces messages relèvent de la liberté d'expression. Il n'y a rien qui appelle à la violence ou qui la justifie, quelle qu'elle soit*", a déclaré M. Irsheid. "*La plupart des personnes qui s'adressent à nous disent que les faits qui leur sont reprochés sont très exagérés. Rien de ce que j'ai vu ne viole une quelconque loi*".

Le 25 octobre, la police israélienne a déclaré avoir arrêté 110 personnes depuis le début de la guerre pour "*incitation présumée à la violence et au terrorisme*", principalement sur les médias sociaux.

Cinq dirigeants de la minorité palestinienne en Israël, dont le président de la Haute Commission de suivi, Muhammad Barakeh, et les anciens membres du Parlement Haneen Zoabi et Sami Abu Shadeh, ont été arrêtés jeudi matin au cours d'une veillée pacifique à Nazareth appelant à un cessez-le-feu.

Le Parti communiste israélien (CPI) et le Front démocratique pour la paix et l'égalité (Jabha-Hadash) ont publié une déclaration commune qualifiant l'arrestation de "*mesure antidémocratique draconienne, qui reflète l'assaut continu d'Israël contre la liberté d'expression, l'association politique et les droits civiques de la population palestinienne*".
mondoweiss.net/ 9 novembre 2023

Le pire génocide nazi depuis Leningrad.

Le génocide à Gaza est l'un des pires de l'histoire moderne - mondoweiss.net 10 novembre 2023

Il y a eu des guerres et des campagnes aériennes qui ont tué plus de civils qu'à Gaza, mais presque aucune ne correspond à l'intensité et à l'intention délibérément criminelle de la guerre génocidaire israélienne.

Indépendamment des résultats politiques, militaires et démographiques finaux de la guerre génocidaire menée par les Israéliens dans la bande de Gaza, Gaza restera dans l'histoire comme l'endroit où le plus grand nombre de massacres de l'histoire ont été perpétrés presque entièrement contre des civils et par des bombardements aériens.

Il y a des villes dans lesquelles un plus grand nombre de civils ont été tués dans des bombardements aériens qu'à Gaza (par exemple, Hambourg, Dresde, Hiroshima et Nagasaki), mais ces villes ont été bombardées pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui était une guerre totale. Hiroshima a été bombardé en une seconde, Hambourg pendant une semaine. Ces quatre villes comprenaient également des armées, des infrastructures militaires et des usines directement liées à l'effort de guerre. En ce qui concerne Gaza, les meurtres sont infligés massivement aux civils. En fait, Gaza est la seule ville de l'histoire où le pourcentage d'enfants et de femmes tués est de 68 %. Si nous ajoutons ce pourcentage aux hommes âgés, les résultats sont horribles.

Le nombre de ces massacres, qui constituent des crimes contre l'humanité, restera dans l'histoire comme les premiers massacres qui se poursuivent 24 heures sur 24 pendant près d'un mois, diffusés en direct sur les ondes. Au cours du fameux siège de Sarajevo, 1 425 jours, les Serbes ont bombardé le marché de Sarajevo (marché de Markali) le 28 août 1995, avec cinq obus de mortier, tuant 43 personnes. Le monde a regardé des images en direct des morts et des blessés, comme il le fait à Gaza. Mais en Europe, les atrocités ont conduit directement à l'OTAN de lancer une guerre aérienne contre les forces serbes jusqu'à ce qu'elles soient vaincues. En revanche, dans un seul massacre, il a largué une énorme bombe sur l'hôpital arabe d'Al-Ahli, tuant près de 500 civils. La réaction de l'Occident a été de tenir le Hamas pour responsable, même s'ils savaient que ses roquettes improvisées (que le président palestinien a décrites comme « *absurdes* ») pouvaient à peine tuer une seule personne.

Ces massacres sont également les premiers massacres de l'histoire à recevoir le plein appui des grandes « *démocraties occidentales* » (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) sans aucune sympathie pour les victimes, même s'ils sont diffusés en direct et qu'il ne fait aucun doute quant à l'identité des auteurs. Ce soutien n'est pas seulement politique, diplomatique et dans les médias, mais aussi militaire. Dans la plupart des cas, elle viole

également les désirs de ses propres citoyens qui manifestent dans la rue contre les massacres de Gaza en opposition à leurs dirigeants. Pendant la guerre du Viêt Nam, après que la nouvelle d'un seul massacre perpétré par l'armée américaine a fui (My Lai), le monde entier s'est élevé contre lui. En ce qui concerne le cas de Gaza, Biden, Macron, Schultz, Sunak et Meloni, décrivent les massacres par les médias occidentaux comme un cas de légitime défense.

Dans le fameux siège de Sarajevo, qui a duré 1 425 jours, 13 992 personnes au total ont été tuées, dont 5 434 civils, soit environ quatre morts parmi les civils par jour. À Gaza, le taux de mortalité ne dépasse pas moins de 355 civils par jour. Ce chiffre n'inclut pas les personnes sous les décombres, qui dépassent 2 000 personnes. Pendant le siège de la ville de Stalingrad elle-même, qui a duré 162 jours et est devenue une icône de la résistance contre la brutalité nazie, 40 000 civils ont été tués dans la ville, qui était encombrée de soldats - soit une moyenne de 247 civils par jour, c'est-à-dire moins que le taux de tueurs à Gaza. Lors de la deuxième bataille de Fallujah, considérée comme l'événement le plus sanglant de la guerre en Irak, la ville a été soumise à 46 jours de meurtre et de siège. Au total, 1 400 civils ont été tués, au rythme de 31 morts par jour. Quant au siège et aux combats de la ville de Mossoul, qui a duré neuf mois et est considéré comme l'épisode le plus violent de la série de conflits avec le mouvement de l'EI, près de 10 000 civils ont été tués, au rythme de 37 civils par jour.

Ce n'est que pendant le long siège de la ville de Leningrad, qui a duré des années, que le taux de décès de civils par jour a été plus élevé qu'à Gaza, mais la plupart de ces décès sont le résultat de la faim, du rhume et de la maladie.

Même les Russes en Ukraine, qualifiés de barbares, ont permis un passage sûr pour les civils en fuite et les livraisons de vivres, contrairement à Gaza, qui est privée d'eau, de nourriture, de voies d'évacuation sûres et d'électricité, y compris l'énergie nécessaire pour fournir des producteurs hospitaliers.

En conclusion, le meurtre à Gaza, qui prend la forme d'un génocide, ne peut être attribué à des lacunes dans le professionnalisme de l'armée israélienne, à l'identification des cibles imprécises ou à des incertitudes quant à la nature d'un massacre. Il semble plutôt qu'il s'agisse d'actions délibérées de la part de trois acteurs principaux : le gouvernement et l'armée israéliens, cherchant à se venger pour restaurer leur « *image de force* », la passion de l'opinion publique israélienne, hanté par l'idée de la supériorité juive, et la complicité des dirigeants corrompus des « *démocraties occidentales* ».

Depuis 1948, l'histoire montre qu'il ne respecte pas les règles de guerre énoncées par le droit international, et qu'il met en œuvre ce qu'il veut en fonction de ses calculs, de ses intérêts et de ses objectifs, parce qu'il estime, grâce à l'appui inconditionnel des États-Unis, qu'il s'agit d'une exception au-delà de la responsabilité et de la punition dans le système international.
mondoweiss.net 10 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Contester l'existence d'Israël n'est pas seulement un droit, mais un devoir.

France : Une pétition contre une proposition de loi visant à "pénaliser l'antisionisme" récolte 30 000 signatures - aa.com.tr 10 novembre 2023

Une pétition lancée vendredi 3 novembre contre une proposition de loi visant à "*pénaliser l'antisionisme*" a récolté près de 30 000 signatures, dont 13 000 au cours de ce vendredi 10 novembre.

Initiée par le Collectif de Juristes pour le Respect des engagements internationaux de la France (CJRF) sur la plateforme numérique Change.org, la campagne fait suite à la décision de 16 sénateurs français qui ont soumis une proposition de loi pour réprimer pénalement "*l'antisionisme*" [1].

"Force est de constater que cette proposition de loi comporte des risques graves pour les libertés fondamentales, et heurte plusieurs principes du droit international public", peut-on lire dans l'énoncé de la pétition.

Pour rappel, la proposition de loi déposée par des sénateurs Les Républicains (LR) prévoit notamment de punir d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende "*ceux qui auront contesté l'existence de l'État d'Israël*", de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende, "*l'injure commise envers l'État d'Israël*", et de cinq ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende "*ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué la haine ou la violence à l'égard de l'État d'Israël*".

"Il s'agirait de créer pour la première fois un délit d'injure contre un État étranger, Israël, étant précisé que le délit d'injure contre la France n'existe pas", indique le CJRF, dans sa pétition, ajoutant que "*le projet déposé devant le Sénat interdirait en pratique la dénonciation des crimes commis par Israël au regard du droit international*".

Selon le CJRF, si la proposition de loi venait à être acceptée par le Parlement français, seraient par exemple désormais punis des écrits ou propos comme ceux du Directeur démissionnaire du Bureau de New-York du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme qui a qualifié le 28 octobre 2023 les événements se déroulant à Gaza de « massacre actuel du peuple palestinien, ancré dans une idéologie coloniale ethno-nationaliste, dans une continuité de décennies de persécution et d'épuration systématiques ».

"De même, seraient punis les propos en date du 14 octobre 2023 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, selon laquelle « Israël a déjà procédé à un nettoyage ethnique massif des Palestiniens sous couvert de la guerre. Une fois de plus, au nom de la légitime défense, Israël cherche à justifier ce qui équivaldrait à un nettoyage ethnique »", lit-on encore dans l'énoncé de la pétition, précisant que "*cette proposition de loi intervient en outre au moment même où des Experts de l'ONU déclarent que "le peuple palestinien court un grave risque de génocide"*".

Comment le régime de Macron participe militairement au massacre du peuple palestinien.

Paris vend pour 20 millions d'euros par an de composants militaires à Israël (média) - aa.com.tr 10 novembre 2023

D'après le rapport annuel sur les exportations d'armes de la France, présenté au Parlement par le ministère des Armées en juillet 2023, ce sont seulement huit fusils d'assaut qui ont été livrés à Israël en 2022, rapporte le quotidien l'Humanité dans son édition de vendredi.

"Seuls les États-Unis – loin devant, avec un montant global, depuis 2013, évalué à 3,6 milliards d'euros –, l'Allemagne (1,5 milliard d'euros) et l'Italie (261 millions) sont identifiés comme exportateurs d'« armes majeures » vers Israël", précise le média français ajoutant que "tout comme le Royaume-Uni, le Canada ou encore l'Australie, la France ne livre plus d'équipements militaires ou d'armements clés en main à Israël".

"Cependant depuis 2013, la France a vendu et livré chaque année pour 20 millions d'euros, en moyenne, de composants militaires à Israël", rapporte la même source.

Le gouvernement français a, par ailleurs, délivré des autorisations d'exportation vers Israël pour un volume global de 357 millions d'euros, dont près d'une dizaine de millions entrant dans la fabrication de « *bombes, torpilles, roquettes, missiles, autres dispositifs et charges explosifs* », note l'Humanité ajoutant que ces licences accordées par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG) sont loin d'être toutes exercées dans les faits.

À ces exportations, réelles ou encore virtuelles, d'armements purs et durs, il convient d'ajouter le volume des échanges avec Israël concernant les biens dits « *à double usage* ». Dans un autre rapport destiné aux parlementaires, Bercy recense ainsi des transferts vers Israël de composants de cette nature hybride, à application civile ou militaire, pour un volume financier de 34 millions d'euros en 2022, dont 29 millions d'euros pour la seule catégorie « *capteurs et lasers* », particulièrement utiles pour les armées, souligne le média français. Source : L'Humanité. aa.com.tr 10 novembre 2023